Zeitschrift: Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie rurales [1980-2007]

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie

Band: - (1988)

Heft: 1

Artikel: La stratégie de l'Ujamaa : controverses et adaptations

Autor: Crole-Rees, Anna

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-966471

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LA STRATEGIE DE L'UJAMAA: CONTREVERSES ET ADAPTATIONS

Anna Crole-Rees

Zusammenfassung der gleichnamigen Diplomarbeit am Institut für Agrarwirtschaft der ETH Zürich

En 1967, le président J.K. Nyerere de la République Unie de Tanzanie proclame la célèbre Déclaration d'Arusha. Dès lors, tous les regards se tournent sur ce pays qui s'engage sur une nouvelle voie. Le nouveau plan de développement est unique en son genre. Il tire son originalité de son orientation socialiste basée sur les valeurs traditionnelles africaines.

Vingt ans après, l'enthousiasme suscité par la Déclaration d'Arusha est émoussé. Les polémiques redoublent. La Tanzanie est en proie à une crise identique à d'autres pays en voie de développement. De plus, le pays fait toujours partie des pays considérés comme les pauvres.

Ce travail, en trois parties, décrit l'idéologie et ses critiques, la mise en place du plan de développement, les difficultés rencontrées, les adaptations et, enfin, ses perspectives.

L'idéologie se base sur les valeurs de la société traditionnelle africaine: le respect mutuel, la propriété communautaire et la solidarité. Ces valeurs ne doivent plus seulement être appliquées au niveau familial mais à la nation entière. La vision de J.K. Nyerere est une Tanzanie composée de communautés villageoises dont les membres vivent et travaillent ensemble volontairement.

Ces communautés, auto-gérées, produisent un surplus agricole qui doit servir à nourrir la nation entière et à procurer des revenus nécessaires aux importations. L'Etat, qui

représente la population, a la charge du contrôle et de la distribution de ce surplus et des revenus. L'allocation des revenus doit se faire de manière équitable, selon les besoins.

La mise en place débute le lendemain déjà de la proclamation du nouveau plan. Les moyens de production, de la terre aux industries, sont nationalisés ou transformés en organisations para-étatiques. La distribution est organisée en institutions faîtières étatiques pour les différents types de culture et en coopératives aux niveaux des districts et des régions.

Quelques années plus tard, en 1972, l'Etat est décentralisé afin de donner plus de place aux initiatives de la population. Le développement du pays est l'affaire de tous.

Six années après le début, le plan n'a pas le succès escompté par le gouvernement. La population devait former volontairement des villages. Seule 1.1% de la population est regroupée. Les activités collectives sont presque inexistantes. La production agricole stagne. Le système de commercialisation connait de grands problèmes d'infrastructures et est déficitaire.

En 1973, le gouvernement réagit. Il accélère le mouvement de "villagisation" en le rendant obligatoire. L'impatience abolit le caractère volontaire des communautés. Les activités collectives deviennent d'importance secondaire. Le deuxième souci du gouvernement est la production agricole. Afin de motiver les producteurs, plusieurs mesures sont prises: l'augmentation des prix, le prise en charge de cultures supplémentaires, des prix égaux pour toutes les régions. En 1976, la structure de commercialisation est changée. Les villages sont eux-mêmes responsables de la prise en charge de la production. Les coopératives sont abolies pour être remplacées par des organisations para-étatiques. L'effet sur les quantités commercialisées est immédiat; elles augmentent de manière importante. Mais l'effet ne dure pas.

Une série de facteurs s'accumulant entravent la bonne marche du système: les prix élevés sur le marché noir, le mauvais entretien des routes, le manque de personnel qualifié, la pauvre disponibilité de moyens de production, etc.

A cela s'ajoute en 1974 une forte sécheresse qui oblige le gouvernement à utiliser une partie des revenus d'exportation de cultures de rente à l'importation de cultures vivrières.

La crise pétrolière et la guerre avec l'Ouganda semble définitivement mettre l'économie tanzanienne en déroute. La balance des paiements devient, pour la première fois en 1979, négative. A l'intérieur du pays, la diminution des importations asphyxie le système économique. Les industries, dépendantes des importations pour ses facteurs de production, travaillent bien au-dessous de leur capacité de production. L'efficacité des transports diminue. Les recettes de l'Etat déclinent. Les termes d'échange sur les marchés internationaux pour les produits d'exportations régressent.

La Tanzanie qui avait toujours clamé haut son objectif d'indépendance économique se voit contrainte d'accepter les mesures draconiennes et anti-sociales du Fond Monétaire International.

Les principes de l'Ujamaa ont-ils été rayés de la politique tanzanienne? Le gouvernement a pris et a dû prendre la décision de mettre les objectifs économiques au premier plan, relégant les buts sociaux au deuxième rang.

Certains voient là un echec de la stratégie de l'Ujamaa. Les raisons invoquées sont diverses: l'impatience du gouvernement, la formation d'une classe bureaucratique exploitant la population rurale, une politique agricole passive ne motivant pas à la production, le manque d'interaction entre les secteurs sociaux et économiques, la dualité des systèmes socio-économiques (milieu urbain-milieu rural, production moderne-auto-subsistance), etc. Pourtant le pays ne connait pas que des échecs. Il a su réduire les inégali-

tés parmi sa population. Il a réussi à presque éliminer l'analphabétisme. L'espérance de vie est plus grande qu'en 1967. Le niveau de vie en général est plus élevé, même s'il est toujours bas.

Ces acquis sociaux ont pu être implantés grâce au regroupement de la population, facilitant la mise en place de l'infrastructure.

La Tanzanie est un pays où les gens sont "plus égaux" qu'ailleurs mais il connait les mêmes difficultés économiques que beaucoup de pays dits en voie de développement. Sa situation financière ne peut s'améliorer que par une politique d'austérité. Les progrès seront lents, très lents. Plus de la moitié de ses revenus d'exportations repartent à l'étranger sous forme de remboursements de dettes.

L'avenir de l'Ujamaa dépend de la situation politique de ces prochaines années et de la faculté et/ou de la volonté du gouvernement à renverser le processus de capitalisation de l'économie (et des mentalités) qui est encouragé par les mesures de redressement économique.